

Chaque mois, le département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique propose une sélection d'informations, d'innovations et d'expérimentations venues d'ailleurs. Elle ne prétend nullement couvrir de manière exhaustive l'actualité sociale internationale, ni contribuer à leur transposition dans le contexte hexagonal. Elle est constituée de choix délibérément subjectifs effectués par les chargés de mission du département dans le cadre de leurs recherches et de leurs rencontres. Que ces informations suscitent l'adhésion, la prudence ou le rejet, leur vocation est de contribuer à animer le débat sur l'avenir des modèles sociaux.

Vous pouvez naturellement alimenter ce recueil en transmettant toute information que vous jugerez utile au contact suivant : [daniele.vidal@strategie.gouv.fr](mailto:daniele.vidal@strategie.gouv.fr)

Avril 2012

## ► La curiosité du mois



En Chine, la pénurie de toilettes publiques pour les femmes suscite plusieurs mouvements de protestation. Gan Duanrong, conseillère politique de la province du Fujian et chef de file de l'association des femmes de Quanzhou, a déposé une motion à l'assemblée politique locale pour ouvrir les latrines masculines aux deux sexes dans toute la région. À Canton, une vingtaine de femmes ont récemment occupé des WC publics d'hommes, brandissant des pancartes exigeant davantage de toilettes pour les femmes et un temps d'attente équivalent pour les deux sexes. Leur action a suscité un vif intérêt dans les médias et sur internet. La pénurie s'expliquerait par le fait que les Chinoises n'exercent que depuis peu des activités les conduisant à sortir dans les lieux publics, alors qu'elles restaient traditionnellement à la maison. Certaines villes se sont engagées dans des investissements importants. À l'occasion des Jeux Olympiques, Pékin avait investi 30 millions d'euros pour rénover ses 3 700 toilettes publiques.

Sources : sites d'information *Chine Aujourd'hui*, 8/02/12, et *RTL Belgique* 24/02/12

<http://chine.aujourdhuilemonde.com/en-chine-des-toilettes-unisexes-pour-lutter-contre-linegalite-sanitaire>

<http://www.rtl.be/loisirs/detente/societe/732991/chine-des-femmes-exigent-l-egalite-d-attente-aux-toilettes-publiques>

## ► La couverture des risques sociaux

### Famille



En Suède, les partis de gauche et du centre souhaitent modifier la législation sur l'insémination artificielle pour permettre aux femmes célibataires d'y avoir accès. L'insémination artificielle est déjà permise pour les couples de lesbiennes depuis 2005 et les couples gays peuvent déjà adopter des enfants. Les promoteurs de ce changement de législation avancent qu'on ne doit pas faire de différence entre les familles composées d'un ou de deux parents (ils ne se prononcent pas pour des nombres supérieurs à deux). Les opposants à cette réforme font quant à eux valoir que les enfants ont droit à leurs deux parents.

Source : quotidien *The Local*, 28/02/12

<http://www.thelocal.se/39372/20120228/>



En Chine, la tradition est que la famille du marié engage des dépenses importantes pour la cérémonie du mariage et pour l'achat d'un appartement pour le couple. Mais depuis quelques années, de plus en plus de couples optent pour un mariage sans faste et sans l'achat d'un appartement. Le terme de « mariage nu » pour qualifier ces unions a été popularisé par une série télévisée, « Le temps du mariage nu », diffusée en 2011 et qui a connu un grand succès. La hausse des prix de l'immobilier n'est pas étrangère à cette pratique. Le coût d'un appartement représente désormais plusieurs dizaines de fois le salaire annuel moyen des grandes villes et, en 2010, l'Académie chinoise des sciences sociales estimait que 85 % des familles chinoises n'avaient pas les moyens de se payer un logement.

Source : quotidien *La Croix*, 13/03/12

[http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/De-plus-en-plus-de-jeunes-Chinois-optent-pour-un-mariage-sans-faste-EP\\_-2012-03-13-777976](http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/De-plus-en-plus-de-jeunes-Chinois-optent-pour-un-mariage-sans-faste-EP_-2012-03-13-777976)



Saisie pour une affaire de refus de relations sexuelles après le mariage, la Haute Cour de Delhi, en Inde, a observé, tout en accordant le divorce au mari, que refuser des relations sexuelles constituait une forme de cruauté mentale. La Cour a en effet estimé que « le sexe était le fondement du mariage ». Le plaignant a fait valoir qu'il n'avait eu qu'une dizaine de rapports sexuels dans les 5 derniers mois. La Cour a également pris en compte le refus de la femme à participer à des cérémonies traditionnelles et des querelles avec ses beaux-parents. Il semblerait qu'en Inde, le nombre de divorces pour des refus de relations sexuelles se multiplient.

Source : quotidien *Times of India*, 24 et 25/03/12

<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Divorce-epidemic-due-to-sex-starved-marriages/articleshow/12397561.cms?intenttarget=no>

[http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-03-24/india/31233448\\_1\\_marriage-first-night-wedding-night](http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-03-24/india/31233448_1_marriage-first-night-wedding-night)



Le gouvernement indien vient d'adopter des mesures pour accélérer les procédures de divorce. Suite à la recommandation d'une commission parlementaire, le gouvernement a aussi décidé qu'en cas de divorce, les femmes pourraient obtenir une part des biens acquis par leur époux pendant le mariage (part déterminée par le tribunal). Jusqu'alors, aucune disposition ne protégeait les femmes en cas de divorce, et les lois sur le mariage contraignaient les couples à attendre plusieurs mois avant de pouvoir divorcer, les obligeant donc à cohabiter pendant cette difficile période de transition.

Source : quotidien *Times of India*, 24/03/12

<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Cabinet-gives-nod-to-quick-divorces/articleshow/12386677.cms?intenttarget=no>



La Cour israélienne vient d'accorder le statut de mères biologiques d'un enfant à deux femmes, à l'issue d'un procès entamé par elles pour discrimination. Ces deux femmes en couple ont toutes deux participé au processus de procréation médicalement assisté : un ovule de l'une est fécondé et inséminé à l'intérieur du corps de l'autre. La mère porteuse, celle qui donna naissance à l'enfant, avait été initialement reconnue comme la mère légale par le ministère de l'Intérieur, tandis que l'autre femme, pourtant porteuse de la moitié du patrimoine génétique de l'enfant, aurait dû procéder à une adoption pour être reconnue comme deuxième mère. Le couple avait contesté cette décision au motif que si un donneur de sperme avait réclamé un test de paternité, sa demande de reconnaissance d'une filiation biologique aurait été reconnue. La décision s'inscrit dans une interrogation plus globale sur les fondements de la filiation et de l'adoption au regard des avancées technologiques et du développement des familles homoparentales.

Source : quotidien *The Jerusalem Post* 06/03/12

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=260541>



En Belgique, la Ligue des familles a mené une vaste enquête sur l'accueil extrascolaire auprès de plus de 5 000 parents d'enfants âgés de 3 à 12 ans. Il en ressort que plus d'un parent sur trois a besoin au moins trois fois par semaine de faire garder ses enfants en dehors des heures de classe. De surcroît, ils sont 11 % à avoir besoin d'une solution après la fermeture de la garderie. Au-delà, les principaux critères de choix des parents sont : un accueil au sein de l'école (50 %), un prix abordable (45 %) et la confiance portée aux professionnels (43 %). Qu'en est-il pendant les congés scolaires ? Six parents sur dix envoient leurs enfants dans des stages et des camps de jeunesse. Des occupations parfois coûteuses (entre 50 et 100 euros par enfant et par semaine), que près d'un quart des parents ne peuvent pas se permettre. À la lumière de cette enquête, la Ligue avance quelques pistes : organiser l'articulation et la collaboration entre l'école et l'extrascolaire ; revoir les rythmes scolaires ; favoriser le travail en équipe dans l'école.

Source : quotidien *La Libre Belgique*, 16/03/12



En Suisse, le nombre d'enfants renonçant à un héritage à cause de dettes contractées par leurs parents défunts est en augmentation. En 2010, ces refus d'héritages ont concerné 7,3 % des dossiers, contre 4,7 % en 2000. L'organisme *Creditreform* a estimé le montant total des pertes provenant de ces factures impayées réclamées par les créanciers à plus de 11 milliards de francs suisses par an.

Source : quotidien *Neue Zürcher Zeitung*, 19/03/12

## Logement



Les premiers chiffres du recensement de 2011 révèlent des situations très contrastées dans le mode de vie des Indiens. Si de plus en plus de foyers ont accès à la technologie, plus de la moitié d'entre eux sont encore privés de sanitaires. Ainsi, 63,2 % des foyers possèderaient une connexion téléphonique et 53,2 % détiendraient au moins un téléphone portable, tandis que seulement 46,9 % auraient accès aux toilettes. En plus de ce problème, moins d'un tiers de la population aurait accès à l'eau potable, et deux tiers des foyers utiliseraient du bois, du charbon, du kérosène ou de la bouse de vache comme combustible pour faire la cuisine, ce qui pose de graves problèmes de santé. Paradoxalement, le recensement de 2011 témoigne d'une nette évolution du mode de vie des foyers indiens. En dix ans, le nombre de foyers ayant accès à l'électricité aurait augmenté de 11 %, passant de 56 % à 67 %. Seuls 18 % d'entre eux ne possèderaient aucun outil de communication (téléphone, ordinateur, radio...) ou de mode de transport (allant du vélo à la voiture) ; et le nombre d'habitations construites en dur serait passé de 18,9 % à 29 %.

Source : quotidien *The Hindu*, 14/03/12

<http://www.thehindu.com/news/national/article2992061.ece>



Le gouvernement israélien vient d'adopter un plan logement, reprenant les recommandations de la commission Trajtenberg, avec quelques amendements. Le plan prévoit de construire 187 000 logements sur 5 ans. 60 % de ces nouveaux logements seront construits dans les zones où le marché résidentiel est sous tension avec de fortes demandes non satisfaites (Tel Aviv, Jerusalem, région centre). 40 000 logements seront dédiés au logement social. En outre, les logements non occupés plus de 6 mois par an verront leur taxe foncière doubler. Les logements à l'abandon et insalubres bénéficieront d'une exemption de 9 mois, pour faciliter la mise aux normes, avant d'être assujettis à cette taxe. Par ailleurs, l'aide au logement bénéficiant aux populations éligibles pour le logement social sera relevée. Une pénalité de 10 % sera appliquée aux promoteurs qui sont en retard sur un programme de construction remporté lors d'un appel d'offres. Enfin, le plan prévoit un volet de soutien aux nouveaux immigrants (statut accordé pendant 15 ans au lieu de 10 ans) comprenant une aide à la location et une augmentation de l'aide aux immigrants pauvres. Le plan est critiqué par l'opposition sous plusieurs angles, notamment au plan des critères d'attribution des logements sociaux (ciblage insuffisant sur le segment classe moyenne de bénéficiaires insérés sur le marché du travail).

Source : quotidien *The Jerusalem Post* 18/03/12

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=262294>

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=262388#>



Le gouvernement britannique a annoncé un nouveau plan pour favoriser l'accession à la propriété des ménages modestes. Il se décline en deux grandes mesures. La première consiste à proposer aux locataires de logements sociaux d'acheter l'appartement ou la maison qu'ils occupent avec une réduction importante. Celle-ci sera de 35 % du prix pour les personnes locataires d'une maison depuis 5 ans (1 % supplémentaire par année au-delà des 5 ans), dans la limite de 75 000 livres. Pour les locataires d'appartement, la réduction consentie dans les mêmes conditions se monte à 50 %. La seconde mesure est la mise sur pied d'un nouveau système de garantie de crédit pour les primo-accédants disposant de faibles revenus et d'un apport personnel de 5 %. Trois institutions de crédit et sept promoteurs ont souscrit à ce nouveau dispositif.

Source : quotidien *The Guardian*, 12/03/12

[www.guardian.co.uk/society/2012/mar/12/council-tenants-discount-right-buy](http://www.guardian.co.uk/society/2012/mar/12/council-tenants-discount-right-buy)



À New York, aux États-Unis, les occupants d'un appartement du parc public jugé « trop grand » pour eux (au-delà de deux pièces pour une personne seule, par exemple) sont désormais priés de le quitter. La *New York City Housing Authority* est, comme ses homologues dans les autres grandes villes du pays, confrontée à un problème de pénurie : 55 000 logements, autrement dit un tiers du parc public, seraient « sous-occupés » dans la mégapole new-yorkaise. De l'autre côté, 160 000 familles sont sur liste d'attente. Le problème est qu'il est difficile de reloger dans le voisinage les personnes « expulsables », lesquelles refusent donc de déménager. Il n'y a pour le moment aucun moyen de les y contraindre.

Source : quotidien *The New York Times*, 11/03/12

<http://www.nytimes.com/2012/03/12/nyregion/housing-authority-also-has-an-undercrowding-problem.html?scp=1&sq=alone%20in%20public%20housing&st=cse>



Lors des votations du 11 mars 2012, les Suisses n'ont pas seulement refusé d'avoir plus de vacances. Ils ont aussi décidé, à 50,6 % des voix, de plafonner à 20 % du parc le nombre de résidences secondaires par commune. Concrètement, il s'agit de ne plus accorder de permis de construire pour de nouvelles résidences secondaires dans les communes où leur part atteint déjà 20 % du parc immobilier. Ce texte a pour objectif de diminuer le nombre de « lits froids », de freiner la spéculation immobilière et d'engendrer une baisse des prix du logement. Les stations de montagne du Valais, un canton très touristique, sont directement visées par l'initiative.

Source : site d'informations *Swissinfo.ch*, 11/03/12

## Santé



Un million de Suédois souffriraient d'angoisses liées à la non-utilisation de Facebook. C'est le résultat d'une étude menée par Leif Denti, de l'Université de Göteborg. Cette étude révèle également que les Suédoises membres du célèbre réseau social passeraient en moyenne 81 minutes par jour sur Facebook, contre 64 minutes pour leurs homologues masculins. L'utilisation du site favoriserait la morosité : les internautes publient généralement des photos prises lors d'événements joyeux, ce qui donnerait à certains (et certaines) l'illusion que les autres sont plus heureux qu'eux (elles).

Source : quotidien *The Local*, 5/03/12

<http://www.thelocal.se/39490/20120305/>



Le ministère chinois de la santé a confirmé le 7 mars 2012 ce que les autorités avaient jusqu'ici toujours nié : la plupart des organes utilisés pour les transplantations en Chine proviennent de condamnés à mort. L'écart entre le nombre de greffes réalisées (10 000 transplantations d'organes sont effectuées chaque année) et la demande (1,5 million de Chinois sont en attente d'une greffe) est tel que le marché noir est presque impossible à encadrer. Ce marché est la source de profits considérables : un donneur ne reçoit en général que 20 000 yuans alors que la greffe est facturée 200 000 yuans, les médecins, les hôpitaux et les intermédiaires se partageant les bénéfices. En prison, les détenus condamnés à mort n'ont que peu de possibilités de s'opposer au don de leurs organes. Une grande campagne d'appel aux dons a été lancée par le ministère mais il se heurte à une mauvaise acceptation de l'idée de mort cérébrale dans l'opinion et même chez les médecins.

Sources : sites d'information *Global Voice on Line*, 16/03/12, et *RFI*, 8/03/12

<http://fr.globalvoicesonline.org/2012/03/16/101597/>

<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20120308-chine-condamnes-mort-executes-principale-source-organes-transplantes>



La Chine va poursuivre l'amélioration de la couverture santé des citoyens ruraux en 2012. Alors qu'en 2003, la grande majorité des habitants des campagnes ne disposait d'aucune couverture santé, le « nouveau système coopératif en milieu rural » couvre désormais 832 millions de personnes, soit 97 % de la population éligible. Chaque personne qui participe au système verse 50 yuans (7,94 dollars) par an sur son compte et obtient une carte médicale. Le gouvernement verse quant à lui 240 yuans (38,1 dollars) sur chaque compte tous les ans. Avec la carte médicale, le patient peut se rendre dans les hôpitaux de n'importe quel district, village ou de n'importe quelle ville et bénéficier d'un remboursement de 45 % sur les soins médicaux et d'un remboursement allant jusqu'à 85 % pour une hospitalisation.

Sources : sites d'informations *Global Times*, 28/02/12, et *Chinafrica*, 17/03/12

<http://www.globaltimes.cn/NEWS/tabid/99/ID/697770/China-to-continue-to-improve-rural-medical-services.aspx>

[http://www.chinafrica.cn/french/F\\_China\\_Report/txt/2012-03/17/content\\_440664.htm](http://www.chinafrica.cn/french/F_China_Report/txt/2012-03/17/content_440664.htm)



Selon une interview donnée par le ministre chinois de la santé, le Dr. Chen Zhu, si la réforme du système de santé a rencontré des succès importants dans l'extension de la couverture aux citoyens ruraux, elle se heurte aujourd'hui à l'hostilité des hôpitaux et de leurs médecins. Les hôpitaux publics, qui sont au cœur du système chinois, réalisent aujourd'hui des bénéfices importants par la sur-prescription de médicaments et d'analyses. Une liste de « médicaments essentiels » au prix fixe a été créée il y a trois ans mais les hôpitaux la contournent en prescrivant des médicaments nouveaux et plus chers. Le gouvernement veut lancer une série d'expérimentations portant sur de nouveaux systèmes de rémunération des hôpitaux, comme un forfait par patient, et sur le recrutement de jeunes médecins bien formés au niveau des cliniques de village et pas seulement des grands hôpitaux.

Source : quotidien *The Wall Street Journal*, 9/03/12

<http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203961204577267393585854830.html>



Selon l'Organisation mondiale de la Santé, il y aurait, chaque année, plus de 15 000 décès liés au paludisme. Le nombre de cas de dengue et de chikunguniya aurait aussi beaucoup augmenté au Tamil Nadu au cours des cinq dernières années. Après avoir tenté plusieurs options (répulsifs, poissons tueurs de larves), les autorités sanitaires estiment que ces maladies seraient principalement liées à la négligence des ménages qui ne nettoieraient pas correctement leurs réservoirs d'eaux. Dans ces conditions, l'État du Tamil Nadu envisage de modifier la loi sur la santé publique adoptée en 1939. Pour éviter aux moustiques de se reproduire, des amendes pouvant aller jusqu'à 800 euros pourraient être payées par les personnes ne nettoyant pas leurs réservoirs d'eau. Dans cette perspective, des agents publics seront chargés d'inspecter les logements et les bureaux.

Source : quotidien *Times of India*, 28/03/12

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/chennai/Keep-homes-clean-or-get-ready-to-pay-a-fine/articleshow/12433126.cms>



Nombreuses sont les mères qui se demandent si elles peuvent allaiter après avoir consommé un verre de vin. Un nouveau test d'alcool disponible au Québec leur permet d'avoir l'esprit tranquille. *Milkscreen* détecte ainsi en deux minutes la présence de 13,1 milligrammes d'alcool ou plus par décilitre de lait, indiquant ainsi si le lait peut ou non être consommé.

Source : quotidien *La Presse*, 27/10/12.

[http://www.cyberpresse.ca/vins/nouvelles-du-vin/201110/27/01-4461863-un-test-dalcool-pour-le-lait-maternel-arrive-au-quebec.php?utm\\_categorieinterne=trafficedrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B2\\_vins\\_15089\\_67\\_accueil\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/vins/nouvelles-du-vin/201110/27/01-4461863-un-test-dalcool-pour-le-lait-maternel-arrive-au-quebec.php?utm_categorieinterne=trafficedrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B2_vins_15089_67_accueil_POS1)



À partir d'un projet-pilote qui a démarré fin 2010 à l'hôpital d'Ottawa, au Canada, près de 2 000 *iPad* ont aujourd'hui été distribués, surtout à des médecins, des pharmaciens et des infirmières. À terme, 3 000 professionnels en auront un. C'est le plus imposant déploiement de ce type dans un hôpital en Amérique du Nord. Avec ces tablettes, les médecins peuvent avoir accès au dossier des patients : résultats d'examens et d'analyses, radiographies, etc. Les professionnelles peuvent aussi vérifier en direct si des résultats d'examen sont arrivés, la relation s'en trouvant améliorée car les patients et leurs familles se sentent davantage « dans le coup ». Bientôt, les médecins pourront aussi rédiger et faire exécuter des ordonnances directement sur leur *iPad*.

Source : site d'informations *L'Actualité*, 13/03/12

<http://www.lactualite.com/print/science/le-ipad-entre-lhopital>



Le Québec devrait légaliser l'euthanasie, à condition que l'« aide médicale à mourir » soit encadrée rigoureusement et s'exerce à la suite d'une demande libre et éclairée de la personne malade. Telle est la conclusion de la commission spéciale « Mourir dans la dignité » qui a dévoilé le fruit de ses travaux en mars à l'Assemblée nationale. Cette aide devrait consister en un acte effectué par un médecin, dans un contexte médical, à la suite d'une demande libre et éclairée faite par la personne malade elle-même. Les membres de la Commission, issus de tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, recommandent aussi au ministère de la Santé et des services sociaux le développement des soins palliatifs au Québec. Ils suggèrent de plus de dispenser une formation en soins palliatifs à tous les intervenants du réseau de la santé et d'investir dans la recherche.

Source : site d'informations *TVA nouvelles*, 22/03/12

<http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/national/archives/2012/03/20120322-115402.html>



L'Université de Haifa, en Israël, vient de développer une thérapie fondée sur la réalité virtuelle (et couplée avec une thérapie comportementale) pour lutter contre l'aviophobie. L'utilisation de la réalité virtuelle permet d'exposer le patient aux situations causant des crises d'angoisse de façon contrôlée, facteur nécessaire pour développer une TCC efficace.

Source : *The Jerusalem Post* 20/03/12

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=260306#>



Les hôpitaux britanniques manqueraient d'environ 400 000 infirmières, en particulier dans les services accueillant des personnes âgées. Le syndicat des infirmières, le *Royal College of Nursing (RCN)*, estime que chaque infirmière s'occupe actuellement en moyenne de 9 patients âgés. Le chiffre maximal devrait être d'une infirmière pour 7, voire 5 patients de ce type, si l'on considère que les tâches des personnels soignants englobent les fonctions médicales, l'alimentation, l'aide à la mobilité et le maintien de relations de qualité avec les patients (parler avec eux, les aider psychologiquement). Cette dernière fonction est bien souvent négligée, faute de temps. D'après une étude du *RCN* menée auprès de 1 700 infirmières, 78 % de celles qui travaillent avec des personnes âgées se concentrent sur les tâches médicales au détriment de l'aide psychologique.

Source : quotidien *The Guardian*, 20/03/12

[www.guardian.co.uk/society/2012/mar/20/older-patients-shortage-nurses-rcn](http://www.guardian.co.uk/society/2012/mar/20/older-patients-shortage-nurses-rcn)



Les mères adolescentes sont près de 6 sur 10 à continuer de fumer pendant leur grossesse. Cette question de santé publique est revenue sur le devant de la scène médiatique quand une finaliste du jeu *X-Factor* a admis qu'elle fumait encore au bout de 7 mois de grossesse. Le site internet qui l'avait désignée comme la « mère de l'année » lui a retiré cette distinction à la suite

de cette révélation. D'après les chiffres publiés par le ministère de la Santé, les jeunes ont tendance, en moyenne, à moins fumer qu'avant. La proportion de fumeuses parmi les adolescentes est ainsi passée en 10 ans de 31 à 17 %. Mais les chiffres montrent aussi qu'un quart des femmes continuent à fumer pendant tout ou partie de leur grossesse. Le gouvernement s'est donné pour objectif de réduire la proportion de fumeuses au moment de l'accouchement pour atteindre 11 %. Certains experts considèrent par ailleurs que les méthodes de lutte contre cette forme de tabagisme ne sont pas efficaces car elles reviennent à donner en exemple un mode de vie typique des classes moyennes, à l'opposé des milieux dont sont issues les adolescentes en question. Celles-ci cumulent en effet problèmes de santé et difficultés sociales (faible niveau d'éducation, monoparentalité fréquente, grossesses précoces, etc.).

Source : quotidien *The Guardian*, 10/03/12

[www.guardian.co.uk/society/2012/mar/10/smoking-pregnant-teenagers](http://www.guardian.co.uk/society/2012/mar/10/smoking-pregnant-teenagers)



Après des années de débat sur les pratiques de consommation excessive d'alcool, le gouvernement britannique a décidé d'imposer un prix minimum aux boissons alcoolisées. Cette mesure dont le Premier ministre David Cameron assume l'impopularité n'est pas censée faire décliner la consommation dans les pubs, mais éviter les situations d'alcoolisation excessive « avant même d'avoir mis le pied au pub ». De nombreuses expertises considèrent qu'il s'agit là en effet d'un sérieux problème de santé publique. Dans un article récent du *Lancet*, on estime à 210 000 le nombre de décès qui seront évités en Angleterre et au Pays de Galles par la mise en œuvre de réformes de ce type.

Source : quotidien *The Globe and Mail*, 23/03/12

[www.theglobeandmail.com/news/world/uk-moves-to-curb-excessive-drinking-with-ban-on-super-cheap-liquor/article2379175/](http://www.theglobeandmail.com/news/world/uk-moves-to-curb-excessive-drinking-with-ban-on-super-cheap-liquor/article2379175/)

[www.bbc.co.uk/news/health-17073816](http://www.bbc.co.uk/news/health-17073816)



Aux États-Unis, les mauvaises habitudes alimentaires, notamment chez les enfants, ont aussi des conséquences sur leur santé bucco-dentaire. Le nombre d'enfants devant être opérés pour des caries nombreuses et avancées s'est régulièrement accru ces dernières années. Le mal est souvent si sévère que l'anesthésie générale est recommandée, ce qui n'est pas sans risque, sans parler du coût que cela occasionne pour les parents comme pour les assurances-santé. Ces enfants sont de plus en plus petits (la moyenne d'âge est de quatre ans). Or le phénomène ne touche pas que les jeunes issus de familles défavorisées (plus vulnérables que les autres aux problèmes sanitaires). En cause : la consommation de sucre, et notamment de sodas, tout au long de la journée, y compris le soir avant le coucher, ainsi que l'affaiblissement de l'autorité parentale.

Source : quotidien *The New York Times*, 6/03/12

[http://www.nytimes.com/2012/03/06/health/rise-in-preschool-cavities-prompts-anesthesia-use.html?\\_r=1&scp=1&sq=pre-schoolers%20in%20surgery&st=cse](http://www.nytimes.com/2012/03/06/health/rise-in-preschool-cavities-prompts-anesthesia-use.html?_r=1&scp=1&sq=pre-schoolers%20in%20surgery&st=cse)



Aux États-Unis, et plus particulièrement à New York, les Asiatiques sont nombreux à ne pas renoncer à fumer. Beaucoup ont une cigarette à la bouche dans la rue, sur leur vélo ou lorsqu'ils quittent un bâtiment. L'administration Bloomberg a pourtant tout fait pour dissuader ses administrés de fumer, y compris à l'extérieur. La communauté asiatique serait la seule à ne pas avoir changé ses habitudes en 10 ans. Les services santé de la ville se mettent donc à la cibler dans leurs campagnes anti-tabac (distribution de patches et de chewing-gums à la nicotine dans certains quartiers, messages télévisés sur les chaînes asiatiques...). Le même type de dispositif devrait également cibler la communauté russe.

Source : quotidien *The New York Times*, 1/03/12

<http://www.nytimes.com/2012/03/02/nyregion/asian-new-yorkers-resist-anti-smoking-efforts.html?scp=2&sq=for%20many%20asian%20new&st=cse>





L'OMS prévoit que le taux normal de césariennes devrait avoisiner les 15 %. Or, ce taux atteint environ 38 % en Italie (et jusqu'à plus de 50 % en Campanie ou en Sicile). Alors qu'un accouchement par voie basse est préférable sur un plan clinique pour la mère comme pour l'enfant, le paiement des actes pousse plutôt à pratiquer des césariennes. En effet, une césarienne est comptabilisée comme une opération, donc mieux payée qu'un accouchement classique. Par ailleurs, l'augmentation des césariennes est aussi une manifestation concrète de la « médecine défensive » : la césarienne est une façon pour les médecins d'éviter les contentieux liés aux accouchements classiques, parfois plus complexes. Enfin, les césariennes correspondent à une demande des patientes, notamment car seulement 16 % des hôpitaux proposent gratuitement une péridurale. Le ministre de la Santé a annoncé une augmentation des contrôles dans les établissements pour usage inapproprié des césariennes.

Source : site d'informations [affaritaliani.it](http://affaritaliani.it), 10/02/12

<http://affaritaliani.libero.it/sociale/troppi-cesarei-allarme-in-italia.html>



Le nombre d'accouchements à domicile est en hausse en Italie, explique l'association nationale « Naître à la maison » ([www.nascereacasa.it](http://www.nascereacasa.it)), créée dans les années 1980. Cette organisation aide les femmes désireuses d'accoucher chez elles à trouver les professionnels de santé et associations à proximité de leur domicile qui pourraient les accompagner dans cette démarche. Réaction contre le nombre grandissant de césariennes pratiquées parfois sans raison à l'hôpital, réaction contre un moment qui « s'hyper-technicise » dans les chambres des établissements de santé, les accouchements à la maison (qui s'annoncent sans complications) pourraient aussi permettre d'alléger les dépenses publiques de santé.

Source : site d'informations [affaritaliani.libero.it](http://affaritaliani.libero.it), 12/03/12

[http://affaritaliani.libero.it/sociale/index.html?refresh\\_ce](http://affaritaliani.libero.it/sociale/index.html?refresh_ce)



Une boîte à bébé sera installée à l'hôpital de Davos, en Suisse, durant l'été 2012. Les parents dans l'impasse pourront y déposer anonymement leur nouveau-né. Le projet a été proposé à l'équipe hospitalière par l'Aide suisse pour la mère et l'enfant (ASME). Les cadres, les médecins et les sages-femmes l'ont reçu positivement. Les autorités de tutelle davosiennes ont également donné leur feu vert. L'office assumera la responsabilité juridique des nourrissons abandonnés, l'hôpital se chargera des soins et l'ASME de tous les coûts. Avec les boîtes à bébé, l'ASME veut prévenir les infanticides. Elle voit aussi l'installation comme une alternative à l'interruption volontaire de grossesse. Il s'agira de la deuxième du genre en Suisse après celle aménagée en 2001 à Einsiedeln et qui a recueilli début mars son septième nourrisson.

Source : quotidien *Le Temps*, 23/02/12



En Belgique, quelque 11 000 mineurs ont consommé en 2010 des antipsychotiques, alors qu'ils n'étaient « que » 9 000 en 2007. Si la consommation d'antipsychotiques atteint des pics dans les catégories des 6-12 ans et des 12-15 ans, 485 consommateurs étaient âgés de moins de 6 ans, ce qui inquiète les autorités. Ces médicaments sont prescrits pour les troubles schizophréniques et bipolaires, mais aussi pour d'autres types de psychoses et pour le retard intellectuel.

Source : quotidien *Le Soir*, 24/02/12



Le succès de la procréation médicalement assistée (PMA) ne se dément pas en Belgique. En 2010, l'Institut national d'assurance maladie invalidité (la Sécurité sociale belge) a remboursé près de 20 000 fécondations in vitro et 20 000 inséminations artificielles. Ces chiffres ne tiennent pas compte des patientes étrangères, soit près de 20 % en plus. Les raisons de ce recours élevé à la PMA sont multiples. Un premier facteur est économique, la PMA étant devenue plus accessible financièrement. On constate ensuite que l'âge moyen de la première maternité recule, or la capacité reproductive est liée à l'âge de la mère. Une autre explication est à trouver dans l'augmentation de l'infertilité ou de la stérilité, un problème rencontré par 14 % des couples. Enfin, il ne faut pas négliger l'évolution des mœurs, ni la qualité de la médecine belge dans le domaine. Revers de la médaille, la Belgique manque de donneurs de sperme et doit « s'approvisionner » à l'étranger.

Source : quotidien *Le Soir*, 24/03/12

## Éducation



Dans la municipalité de Landskrona, dans le sud de la Suède, des chiens spécialement entraînés à la détection de drogues devraient être utilisés dans les collèges et les lycées pour lutter contre la consommation de stupéfiants. Cette mesure ne fait pas l'unanimité au Conseil municipal et les parents et les enseignants n'ont pas encore été informés de cette nouvelle politique.

Source : quotidien *The Local*, 3/03/12

<http://www.thelocal.se/39472/20120303/>



Une école de cuisine danoise a été condamnée pour avoir obligé un élève musulman à goûter de la viande de porc. Le Conseil danois de l'égalité a condamné l'école à verser 75 000 couronnes danoises à la victime. Le directeur de l'école a critiqué la sanction, jugeant qu'il est difficile de devenir chef ou chef adjoint d'un restaurant si l'on n'est pas en mesure de goûter de la viande de porc.

Source : site d'informations *World Bulletin*, 23/03/12

<http://www.worldbulletin.net/?aType=haber&ArticleID=87579>



La transition de l'économie chinoise vers des activités à plus forte valeur ajoutée exige un effort important de qualification de la main-d'œuvre. Cependant, d'après le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, la moitié seulement des 140 millions des salariés des entreprises urbaines peuvent être considérés comme des travailleurs qualifiés. La Chine investit donc de manière importante dans son système d'enseignement professionnel, les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). On dénombre 1 184 établissements au niveau tertiaire et 14 767 au niveau secondaire, qui accueillent 11 millions d'élèves par an. La Banque mondiale soutient le développement de l'enseignement professionnel en Chine depuis 20 ans. De 1990 à 2005, de nombreux Chinois ont ainsi bénéficié de trois projets financés par des prêts de la Banque, pour un montant total de 110 millions de dollars. La qualité de l'enseignement professionnel demeurant très inégale, les nouveaux projets financés par la Banque mondiale sont axés sur le soutien aux réformes et notamment le renforcement des liens avec le monde de l'entreprise.

Source : site de la Banque mondiale

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,contentMDK:23133986~menuPK:51200699~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:1074931,00.html>



Des critiques émergent au Québec quant à la stratégie du gouvernement pour lutter contre le décrochage scolaire. Ainsi, selon la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) du Québec, le décrochage chez les filles doit être combattu aussi sérieusement que l'abandon des études chez les garçons. Le regroupement de syndicats d'enseignants lance un avertissement : la lutte contre le décrochage scolaire entreprise par le gouvernement et différents groupes depuis une dizaine d'années cible davantage les garçons. « On ajoute des équipes sportives, on réforme certains programmes pour qu'on soit moins dans un cadre théorique et plus dans la manipulation d'objets et on présente davantage les métiers plus susceptibles d'intéresser les garçons dans les programmes de raccrochage », explique le président de la FAE et enseignant, Pierre Saint-Germain. Les filles ne se retrouvant pas nécessairement dans ces solutions, juge-t-il, le gouvernement devra adapter ses politiques.

Source : quotidien *Le Devoir*, le 7/03/12

<http://www.ledevoir.com/societe/education/344464/decrochage-scolaire-quebec-doit-en-faire-plus-pour-les-filles>



Alors que diverses provinces canadienne se dotent de lois et de plans d'actions de plus en plus stricts pour contrer les problèmes de harcèlement scolaire, un éditorial paru en mars dans le journal *MaCleans* fait référence à une étude américaine pour mettre en doute l'efficacité de ces législations. Alors que certains États américains ont adopté, notamment suite à la tuerie de Colombine en 1999, des lois pour lutter contre l'intimidation scolaire, on a observé, dans les années qui ont suivi, une hausse des cas de harcèlement au lieu de la baisse escomptée. On a ainsi constaté que des définitions souvent trop vagues du phénomène conduisaient à une hausse des cas répertoriés. Autre élément, les élèves intimidés intimident aussi souvent eux-mêmes les autres, ce qui complique les choses. Souvent, le harcèlement ne cesse pas, mais quitte plutôt les murs de l'école pour prendre place par exemple dans le cyberspace. En plus de faire respecter les réglementations scolaires qui bannissent depuis longtemps le manque de respect et la violence, il s'agirait aussi de compter sur les professeurs et les parents pour apprendre aux élèves à gérer par eux-mêmes les situations de conflit.

Source : quotidien *MaCleans*, 13/03/12

<http://www2.macleans.ca/2012/03/13/strict-anti-bullying-laws-could-actually-make-matters-worse/>



Les manuels scolaires disponibles sur tablettes feront leur apparition à la rentrée prochaine en Italie. À partir de la rentrée 2012, la maison d'édition Zanichelli apposera sur tous ses manuels l'étiquette « livre téléchargeable ». Dans chaque exemplaire sera ainsi imprimé un code permettant d'aller télécharger gratuitement la version électronique du livre. Par ailleurs, cette dernière pourra inclure des applications interactives (notamment pour l'apprentissage des langues).

Source : quotidien *La Repubblica*, 15/03/12

[http://www.repubblica.it/scuola/2012/03/15/news/scuola\\_manuali\\_ipad-31559390/?ref=HREC2-2](http://www.repubblica.it/scuola/2012/03/15/news/scuola_manuali_ipad-31559390/?ref=HREC2-2)

## ► La promotion du lien social et du « vivre ensemble »



Né sur le web, le mouvement italien « *salvaiciclisti* » (« sauver les cyclistes ») prend de plus en plus d'ampleur. Après avoir récolté plus de 12 000 adhésions en ligne sur *Facebook*, reçu l'appui de personnalités du spectacle et d'une soixantaine de députés (portant désormais une proposition de loi), ainsi que l'adhésion de grandes villes comme Milan ou Bologne (qui se sont engagées à adapter la ville aux vélos), le mouvement passera du virtuel à la réalité le 28 mars lors d'une manifestation organisée à Rome. Il est prévu que ce rassemblement s'achève par une délégation de

cyclistes allant symboliquement demander asile à l'ambassade du Royaume-Uni (pays dans lequel la mortalité des cyclistes est deux fois moins importante). L'Italie est le troisième pays européen en termes de mortalité des cyclistes sur ses routes.

Source : quotidien *La Repubblica*, 20/03/12

[http://www.repubblica.it/ambiente/2012/03/07/news/sindaci\\_e\\_citt\\_bicicletta-31052528/?ref=HREC2-9](http://www.repubblica.it/ambiente/2012/03/07/news/sindaci_e_citt_bicicletta-31052528/?ref=HREC2-9)



Ouvertes 24h sur 24, les zones dédiées aux couples désireux de pouvoir faire l'amour en voiture en toute tranquillité se développent à travers l'Italie. Le principe et les installations sont assez similaires quel que soit l'endroit : entrez dans un parking payant avec votre partenaire et allez garer votre voiture dans un des box à ciel ouvert puis refermez le rideau. Jeunes, jeunes parents, couples officieux... L'idée fait recette. Certains cherchent à économiser (ces parkings coûtent moins cher que l'hôtel), d'autres à varier les plaisirs tout en ayant distributeurs de boissons et de préservatifs à portée de main. Le concept séduit même certaines communes, comme Naples. La ville compte en effet déjà une dizaine de ces parkings. Toutefois, et malgré de nombreuses contestations, un nouveau « love parking », sponsorisé par la municipalité, devrait bientôt voir le jour, notamment afin de fournir aux jeunes un lieu sécurisé et financièrement abordable pour accueillir leurs ébats. Cette initiative devrait se doubler d'une campagne pour la contraception et la maternité choisie.

Source : quotidien *L'espresso*, 26/03/12

<http://espresso.repubblica.it/dettaglio/parcheggi-dellamore-e-boom/2176892/13>



Au Royaume-Uni, Sony vient de lancer une application *smartphone* qui permet à toute personne désireuse de s'investir bénévolement de trouver des occasions de le faire à proximité de chez elle. L'application « +U » a été développée par *Open Planet Ideas*, une plateforme créée par Sony pour promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies au service du bien commun. Le réseau *YouthNet*, qui recense de nombreuses opportunités de bénévolat, collabore au projet. *YouthNet* travaille à mobiliser d'autres réseaux d'associations à vocation sociale afin d'élargir la palette d'opportunités offertes aux détenteurs de téléphones mobiles.

Source : site d'information *fundraising.co.uk*, 20/03/12

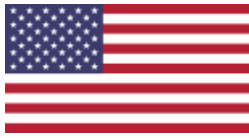
[www.fundraising.co.uk/news/2012/03/20/sony039s-u-app-and-youthnet-bring-microvolunteering-opportunities-mobiles](http://www.fundraising.co.uk/news/2012/03/20/sony039s-u-app-and-youthnet-bring-microvolunteering-opportunities-mobiles)



En Inde, le parti du Congrès au pouvoir a réalisé un score très décevant aux élections régionales de mars 2012. Celui-ci a payé son impopularité générale, notamment en Uttar Pradesh (l'un des États le plus peuplés et les plus pauvres d'Inde, considéré comme un baromètre pour les élections législatives nationales de 2014), où il a terminé quatrième, loin derrière les partis régionaux. En Uttar Pradesh, la déception est partagée par les deux grands partis nationaux : le Parti du Congrès mais aussi le Bahujan Samaj Party (BSP), jusqu'alors au pouvoir et dirigé par la « reine des intouchables », Mayawati Kumari. Pour de nombreux analystes, les résultats des élections en Uttar Pradesh, sont révélateurs d'une évolution plus générale de l'électorat indien, qui voterait de moins en moins aveuglément, en fonction de sa religion ou de sa communauté. Alors que le Congrès, le BJP et le BSP avaient respectivement parié sur le vote musulman, hindou et dalit, c'est bien la campagne inclusive du Samajwadi Party, menée par des jeunes leaders sur le terrain, qui s'est avérée payante.

Source : quotidien *International Herald Tribune*, 8/03/12

<http://latitude.blogs.nytimes.com/2012/03/08/indias-congress-party-loses-election-in-uttar-pradesh-for-pandering-to-muslim-voters/>



Selon le ministère fédéral américain de l'Éducation, la discipline serait plus sévère pour les écoliers, collégiens et lycéens noirs (surtout les garçons). Bien qu'ils ne représentent que 18 % des effectifs des établissements étudiés dans ce rapport, ils regroupent jusqu'à 46 % des suspensions et 39 % des expulsions. Plus de 70 % des jeunes arrêtés pour des délits liés à l'école sont noirs ou hispaniques. L'étude a porté sur 72 000 écoles dans 7 000 districts, soit sur 85 % de l'ensemble des élèves du pays, de l'école maternelle au lycée. Le risque de *drop-out* (abandon des études) s'accroît avec les exclusions temporaires et définitives. Autre donnée : les écoles où le nombre d'écoliers noirs et hispaniques est élevé ont des professeurs moins expérimentés et moins payés que la moyenne (l'écart atteint 14 000 dollars par an à Philadelphie). Pour le ministre, Arne Duncan, l'éducation est le combat actuel pour les droits civiques.

Source : quotidien *The New York Times*,

<http://www.nytimes.com/2012/03/06/education/black-students-face-more-harsh-discipline-data-shows.html?scp=1&sq=black%20students%20face&st=cse>



À New York, aux États-Unis, dans certains quartiers où la population juive est importante, les ascenseurs fonctionnent tout seuls le jour du Shabbat : arrêt automatique à chaque étage, etc. Le problème est que les cohabitants non juifs de ces bâtiments, publics ou privés, sont parfois mécontents parce que le trafic de ces « *Shabbos elevators* » en est ralenti (surtout s'ils sont situés dans un gratte-ciel...). En conséquence, d'autres types de machines ont été installés : comme elles ne s'arrêtent qu'aux étages préalablement programmés, elles sont plus rapides. Certains agents immobiliers ne communiquent pas sur ce type d'ascenseurs, craignant d'être poursuivis en justice pour violation de la loi *Fair Housing Act*, qui interdit la discrimination contre les acheteurs et les locataires d'appartements fondée sur la « race », la religion, le handicap ou le fait d'avoir des enfants.

Source : quotidien *The New York Times*, 5/03/12

<http://www.nytimes.com/2012/03/06/nyregion/on-jewish-sabbath-elevators-that-do-all-the-work.html?scp=1&sq=for%20jewish%20sabbath&st=cse>



La Suède est le pays de l'OCDE où les inégalités ont le plus augmenté depuis 15 ans, à un rythme quatre fois plus élevé que celui constaté, par exemple, aux États-Unis, même si la Suède reste l'un des pays les plus égalitaires du monde. Mais depuis une vingtaine d'année, la social-démocratie suédoise a beaucoup changé : les dépenses publiques ont baissé, de même que les impôts. C'est ce constat qui a donné l'idée à un petit groupe de militants intitulé « Tout pour tout le monde » d'organiser une visite guidée des quartiers de Stockholm (les pauvres, puis les riches). Le but affiché de cette visite d'un nouveau type est de « cultiver sa haine de classe ». L'initiative a suscité de vives réactions en Suède.

Source : agence de presse *Reuters*, 21/03/12

<http://www.reuters.com/article/2012/03/21/us-sweden-inequality-idUSBRE82K0W320120321>



À l'occasion de la journée de la femme, le gouvernement israélien a approuvé un plan visant à augmenter la participation des femmes aux gouvernements locaux – régionaux et municipaux. Deux millions de NIS seront attribués pour soutenir des actions de sensibilisation et promouvoir des projets favorisant l'intégration des femmes aux instances locales. Aujourd'hui seulement 12 % des conseillers régionaux ou municipaux sont des femmes, et seuls 2 % de ces conseils locaux sont dirigés par des femmes. En outre, le gouvernement étudie diverses mesures pour compléter l'arsenal existant en matière de lutte contre la ségrégation des femmes dans la vie civile initiée par les religieux ultra-orthodoxes : en particulier, la mise en place d'une « *hot line* » pour traiter des ségrégations dans les transports publics et une réglementation pour interdire l'exclusion des femmes lors des cérémonies funèbres pour des proches.

Source : quotidien *The Jerusalem Post* 12/03/12

<http://www.jpost.com/DiplomacyAndPolitics/Article.aspx?id=261450>



Pour la première fois en Suisse, le canton de Zurich a décidé de nommer un préposé aux questions masculines subordonné au bureau cantonal de l'égalité. Markus Theunert est un célèbre psychologue et sociologue militant de la cause des hommes et des pères. Il dirige l'organisation [Männer.ch](http://Männer.ch) (« hommes.ch »), réclamant notamment des congés de paternité pour les hommes. Ce préposé sera chargé de venir en aide aux jeunes garçons qui veulent se lancer dans des métiers plutôt réservés aux femmes. Par ailleurs, il devra sensibiliser les hommes à d'autres modèles de vie et leur montrer qu'il peut être attrayant de réduire son temps de travail et de s'engager dans des tâches familiales. Enfin, il aidera les hommes qui ont des difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale.

Source : quotidien *Le Temps*, 07/03/12



Le 20 mars marque l'*Equal Pay Day* en Belgique : il symbolise la date à laquelle, en moyenne et à qualification égale, les femmes ont rattrapé leur retard par rapport aux hommes en matière de salaire sur une année. Elles travaillent donc 80 jours en plus pour le même salaire. Toutefois, les choses pourraient changer avec l'adoption début mars d'une loi visant à l'égalité salariale. Cette loi prévoit notamment deux types de mesures. Premièrement, dans les entreprises de plus de 50 salariés, une radiographie des structures de rémunération sera imposée. En outre, l'établissement d'un bilan social permettra d'étendre la ventilation des salaires par sexe aux avantages extralégaux (comme les téléphones portables ou les voitures de société). Si un écart salarial est effectivement constaté, l'entreprise devra mettre en place un plan d'action pour le réduire. Deuxièmement, si un salarié en fait la demande, un médiateur sera désigné au sein de l'entreprise afin de régler les différends. Les entreprises qui tenteront d'entraver le travail du médiateur seront condamnées à une amende de plus de 9 000 euros.

Source : quotidien *Le Soir*, 08/03/12



Au Royaume-Uni, les jeunes ont plus de difficultés à trouver un emploi que leurs aînés. Au dernier trimestre 2011, selon les chiffres de l'ONS, le taux d'emploi des jeunes a ainsi chuté à 66 %, alors qu'il est de 74,9 % pour les plus âgés. Le chômage touche plus d'un million de jeunes âgés de moins de 24 ans. Les chiffres de l'*Office for National Statistics (ONS)* montrent également que les jeunes perçoivent des rémunérations inférieures de 42 % à celles des autres actifs. Une étude menée par l'*Institute for Social and Economic Research (ISER)* auprès de 40 000 ménages conclut que les jeunes actifs sont victimes d'une double pénalité puisqu'ils sont à la fois les premiers licenciés en période de crise et ceux qui peinent le plus à retrouver un emploi.

Source : quotidien *The Guardian*, 29/02/12

[www.guardian.co.uk/money/2012/feb/29/young-greater-struggle-work/print](http://www.guardian.co.uk/money/2012/feb/29/young-greater-struggle-work/print)



Tout l'enjeu du microcrédit créé en 1989 et inspiré par le prix Nobel de la paix, Muhammad Yunus, est de mettre l'économie de marché au service de valeurs altruistes, dépassant la seule quête de la maximisation du profit. Si, grâce à lui, les établissements bancaires sont de plus en plus nombreux à proposer aux épargnants des produits financiers dont la vocation essentielle est de faciliter le démarrage de projets à vocation sociale, en Inde, une autre logique se serait toutefois imposée au détriment des plus vulnérables. « Les pauvres ont accès à un crédit facile, à leur porte, résume Reddy Subrahmanyam, à la tête du ministère du Développement rural. Mais à quel prix ! Avec les charges, les taux d'intérêt frôlent les 60 % (...). Les plus pauvres souscrivent des crédits pour payer des frais médicaux, une dot, un mariage, voire un pèlerinage ». Le microcrédit indien s'apparenterait désormais aux prêts à la consommation et les 66 organismes de microcrédit indiens sembleraient principalement guidés par la logique du profit. Pour lutter contre ce commerce de la misère, une récente ordonnance du gouvernement interdit aux collecteurs de se rendre au domicile de leurs débiteurs et conditionne la souscription de nouveaux prêts à l'aval des autorités.

Source : mensuel *Le Monde diplomatique*, avril 2012

<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/04/GOUVERNEUR/47569>



Le gouvernement brésilien veut profiter de la Coupe du monde 2014 de football pour échanger des places dans les gradins contre des armes à feu détenues illégalement (35 000 personnes ont trouvé la mort par arme à feu en 2011). Contre l'avis de la FIFA et pour la seule capitale Brasilia, on prévoit qu'au moins 300 000 sur le million de places destinées à la population locale bénéficieront aux catégories populaires pour un prix de 27 dollars (20 euros). Outre les détenteurs d'armes repentis, ces tickets seront réservés aux étudiants, à certaines minorités, ainsi qu'aux bénéficiaires d'aides sociales.

Source : site d'informations *Infobae*, 19/12/11

<http://america.infobae.com/notas/40425-Tickets-por-pistolas-el-curioso-plan-de-Brasil-2014-contr-la-delinuencia>



Aux États-Unis, un lycée du Missouri a été attaqué en justice par la puissante association *American Civil Liberties Union* pour n'avoir pas revu sa politique de filtrage d'accès des adolescents à Internet. En effet, ceux-ci ne pouvaient consulter les sites d'information ou de culture dédiés aux homosexuels et à la défense de leurs droits ; en revanche, la consultation des sites ouvertement anti-gays et homophobes - comme celui au titre évocateur, « People Can Change », qui fournit des « conseils » pour devenir hétérosexuel - était techniquement possible. De même, l'accès Internet aux décisions de la Cour suprême validant les lois interdisant la sodomie (en Géorgie en 1986) était possible, mais pas celui aux décisions de la haute juridiction déclarant inconstitutionnelles de telles lois (au Texas en 2003). En cause : l'outil technique de filtrage, controversé parce que probablement biaisé. En effet, un certain nombre d'entreprises qui commercialisent ces outils appartiennent à des organisations religieuses. Depuis 2000, en vertu de la *Children's Internet Protection Act*, les écoles publiques américaines sont tenues de filtrer les sites web des contenus « obscènes » et pornographiques. Un indice, encore, que ce n'est pas la technique mais l'utilisation qu'on en fait qui est en cause.

Source : quotidien *The New York Times*, 26/03/12

<http://www.nytimes.com/2012/03/26/education/missouri-school-district-questioned-over-anti-gay-web-filter.html?scp=1&sq=school%20district&st=cse>



Dans la région des Pouilles, en Italie, une proposition de loi régionale d'initiative populaire veut encourager la démocratie paritaire. La proposition de loi, unique dans le pays, vise à imposer une stricte parité (50 % d'hommes et 50 % de femmes) sur les listes pour l'élection au Conseil régional, sous peine de non admissibilité de la liste. Une loi un peu similaire en Calabre impose la présence de 30 % de femmes sur les listes. La récolte des signatures (au moins 15 000 pour que le texte soit examiné) durera jusqu'à septembre 2012.

Source : site d'informations *affaritaliani.libero.it*, 15/03/12

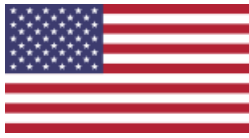
<http://affaritaliani.libero.it/sociale/in-puglia-una-legge-per-garantire-parita-di-accesso-alle-cariche-elettive150312.html>



Le *Cesvi (Cooperazione e sviluppo)*, une des plus grandes organisations humanitaires italiennes, avait lancé en novembre 2011 un concours qui s'inscrit dans la campagne « *Stop Child Labour - School is the best place to work* » (*SCL*), promue par l'Union européenne et visant à dénoncer l'exploitation des enfants. Le concours, ouverts aux jeunes, s'est clos en avril après le vote du public parmi une présélection du jury ([www.stoplavorominorile.it](http://www.stoplavorominorile.it)). Les participants (seuls ou en groupes dans les écoles notamment) devaient réaliser un film de 30 secondes pour dénoncer le travail des enfants. Selon l'Institut de la statistique, 31 500 enfants (entre 7 et 14 ans) seraient exploités en Italie.

Source : site d'informations *affaritaliani.it*, 24/03/12

[http://affaritaliani.libero.it/sociale/concorso-web-stop-lavoro-minorile230312.html?refresh\\_ce](http://affaritaliani.libero.it/sociale/concorso-web-stop-lavoro-minorile230312.html?refresh_ce)

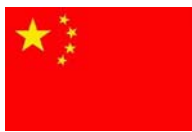


Au Texas, aux États-Unis, une agence de communication propose aux SDF de gagner de l'argent en faisant office de bornes Internet ambulantes. Les volontaires sont équipés d'émetteurs de Mifi de quatrième génération (4G) et portent un tee-shirt qui permet de les reconnaître (« *I'm Clarence, a 4G Hotspot* »). Critiquée, l'agence en question a répondu que le principe était le même que lorsque les SDF vendent des journaux dans la rue. De leur côté, les détracteurs de l'initiative dénoncent une instrumentalisation, *via* leur corps, des personnes sans abri, finalement transformés en mobilier urbain et mobile. Personne ne semble en revanche s'inquiéter des effets sur la santé générés par le fait de porter sur soi pendant des heures une borne Mifi.

Sources : quotidiens *Le Parisien*, 13/03/12 et *The New York Times*, 12/03/12

<http://www.leparisien.fr/societe/aux-usa-des-sdf-transformes-en-bornes-internet-ambulantes-13-03-2012-1903359.php>

<http://www.nytimes.com/2012/03/13/technology/homeless-as-wi-fi-transmitters-creates-a-stir-in-austin.html?scp=2&sq=homeless&st=cse>



Selon Ma Jiantang, directeur du Bureau d'État des statistiques (BES), le vieillissement et la détérioration de l'environnement pèseront à l'avenir sur la croissance chinoise. Le gouvernement a ramené sa prévision pour 2012 à 7,5 % du PIB, le niveau le plus bas depuis 7 ans. Le « dividende démographique » qui a alimenté la croissance de la Chine au cours des dernières décennies va disparaître du fait du vieillissement rapide de la population. Par ailleurs, la consommation de ressources a été énorme, alors que les ressources naturelles de la Chine sont limitées.

Source : site d'informations *Chine Informations*, 17/03/12

[http://www.chine-informations.com/actualite/chine-le-vieillissement-de-la-population-freindra-la-croissance\\_40548.html](http://www.chine-informations.com/actualite/chine-le-vieillissement-de-la-population-freindra-la-croissance_40548.html)

## ► Divers sujets d'intérêt



Un plan d'action pour mieux intégrer les réservistes de l'armée dans le marché du travail devrait être mis en œuvre et cibler spécifiquement les PME. Une enquête a montré que 55 % des entreprises rechignaient à employer des réservistes. Plusieurs pistes sont encore à l'étude. Une réduction fiscale pourrait être proposée aux entreprises qui emploient des réservistes et aux dirigeants qui sont eux mêmes réservistes. La réduction serait proportionnée aux nombre de jours de réserve effectivement réalisés chaque année. Un plan d'indemnisation chômage spécifique des réservistes sera également étudié.

Source : quotidien *The Jerusalem post* 07/03/12

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=260921>



Les Islandais, après avoir été les témoins de l'effondrement de leur système financier et, avec lui, de leur monnaie, songent à abandonner celle-ci au profit du dollar canadien. La conversion pourrait se faire simplement, par l'achat massif de dollars canadiens. L'impact pour le Canada serait minime, dans la mesure où l'économie islandaise ne représente qu'1 % de l'économie canadienne. Il y a des précédents : le Salvador et l'Equateur ont ainsi unilatéralement abandonné leur monnaie au profit du dollar canadien. L'idée de cette adoption, acceptée par 70 % des Islandais, semblait également soutenue par la Première ministre islandaise et bien accueillie par l'ambassade canadienne. Elle a pourtant été démentie par le ministre islandais des Finances. L'Islande organisera un référendum sur l'adoption de l'euro dans un an.

Sources : sites d'information *The Huffington Post Canada*, 3/03/12, et *the Star*, 21/03/12

[http://www.huffingtonpost.ca/2012/03/12/iceland-canadian-dollar-loonie\\_n\\_1338872.html](http://www.huffingtonpost.ca/2012/03/12/iceland-canadian-dollar-loonie_n_1338872.html)

<http://www.thestar.com/business/article/1149681--loonie-officially-frozen-out-by-iceland>





L'Office for National Statistics (ONS) a rendu les conclusions d'une enquête menée pour la première fois sur la perception du bonheur, auprès de 80 000 personnes. Il apparaît que ce sont les hommes âgés de 45 à 49 ans qui se disent le moins satisfaits de leur vie, au contraire des hommes et femmes âgés de 65 à 80 ans et des adolescents entre 16 et 19 ans. Parmi les régions où les personnes se sentent le plus maussades : Londres et les West Midlands. Le fait que Londres concentre aussi un fort niveau de richesses ne fait que confirmer l'adage selon lequel l'argent ne fait pas le bonheur. Cette enquête de l'ONS répond à l'une des préoccupations exprimées par David Cameron à son entrée à Downing Street : dépasser les mesures de richesse en termes de produit intérieur brut pour mesurer le niveau global de bien-être de ses concitoyens. L'ONS publiera cet été un rapport plus détaillé.

Source : quotidien *The Telegraph*, 28/02/12

[www.telegraph.co.uk/news/9110941/Men-in-their-late-40s-living-in-London-are-the-unhappiest-in-the-UK.html](http://www.telegraph.co.uk/news/9110941/Men-in-their-late-40s-living-in-London-are-the-unhappiest-in-the-UK.html)



En Suède, de plus en plus de personnes estiment que l'argent liquide n'a plus d'intérêt. Alors que la Suède a été le premier pays européen à introduire le billet de banque (en 1661), elle est aujourd'hui à la pointe du mouvement de dématérialisation monétaire. Dans de nombreuses villes, les bus n'acceptent plus que les tickets prépayés ou bien les tickets ne sont vendus que *via* des transactions qui s'effectuent avec le téléphone portable. Un nombre faible mais croissant de commerces n'acceptent plus que les transactions par carte de crédit. Dans certaines églises, des bornes électroniques sont installées pour permettre aux fidèles de faire des dons par carte de crédit. Au total, les billets et pièces ne représentent plus aujourd'hui en Suède que 3 % de la masse monétaire, contre 9 % en moyenne dans la zone euro. Conséquence positive : les braquages de banque sont en chute libre (de 110 en 2008 à 16 en 2011) et le travail au noir est extrêmement peu répandu. En revanche, les « cybercrimes » ont beaucoup augmenté, les cas de fraude de ce type étant passé de 3 304 en 2000 à près de 20 000 en 2011.

Source : site d'informations *HeraldNet.com*, via *Associated Press*, 18/03/12

<http://www.heraldnet.com/article/20120318/NEWS02/703189908>



La justice britannique devra bientôt se prononcer sur le cas d'un homme atteint du « *locked-in syndrome* » (syndrome d'enfermement) et qui demande que son médecin traitant soit autorisé à l'aider à mourir. Cet homme qui considère que sa vie, depuis l'accident qui l'a handicapé en 2005, n'a plus de sens souhaite faire en sorte que la justice ne s'interpose pas dans cette décision qu'il a prise en conscience. Voilà qui devrait faire rebondir les débats sur le droit de mourir dans la dignité.

Source : site d'informations *Huffington Post*, 12/03/12

[www.huffingtonpost.co.uk/2012/03/12/right-to-die-case-judge-tony-nicklinson\\_n\\_1338333.html](http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/03/12/right-to-die-case-judge-tony-nicklinson_n_1338333.html)



Les Suisses romands passent plus de deux heures et demie par jour devant leur petit écran. Fort de ce constat, le maire de la commune de Delémont a proposé à ses administrés une semaine sans télévision pour retrouver les plaisirs des activités communautaires. Des ateliers gratuits ont ainsi permis à un grand nombre de s'adonner à diverses activités (sport, cuisine, contes, tricot, etc.). Notons que cette initiative a fait l'objet d'un documentaire d'une chaîne de télévision.

Source : quotidien *Le Matin*, 21/03/12



En Suisse, grâce à un nouveau service proposé par un opérateur téléphonique, les parents pourront savoir quels usages leurs enfants font de leur téléphone portable. Cette offre comprend une carte SIM, des appels illimités vers quatre numéros prédéfinis, ainsi qu'un accès à une plate-forme de contrôle. Ce système permet aux parents de bloquer ou de limiter l'accès à Internet ou aux services tels que les SMS et les MMS. Ils peuvent également verrouiller le web à certaines heures de la journée. L'offre peut être adaptée à tout moment en fonction de l'âge et de la maturité estimée des jeunes.

Source : quotidien *Le Matin*, 19/03/12



Passer de quatre à six semaines de congés payés annuels : cette proposition de l'organisation syndicale Travail.Suisse a été rejetée, à près de 67 %, par les Suisses lors d'un vote à l'échelle fédérale. Ce n'est pas la première fois que les électeurs suisses rejettent une augmentation de leurs congés. En 1985, une proposition de porter le nombre de semaines de vacances de quatre à cinq avait déjà été refusée, et d'autres initiatives proposant d'abaisser la durée légale hebdomadaire du travail ont également été repoussées. La législation suisse prévoit un temps de travail très supérieur à la moyenne européenne, les Suisses travaillant en moyenne 41 heures par semaine et bénéficiant de quatre semaines de congés payés et de huit à neuf jours fériés.

Source : quotidien *Le Monde*, 11/03/12



Un mail interne de la direction à ses employés, exposant ses techniques de management, a été publié par le journal *Il Corriere della Sera*. Une erreur ? Un vêtement mal rangé ? Un accueil un peu trop froid réservé aux clients qui viennent de franchir le seuil du magasin ? C'est abdos-fessiers pour les filles, pompes pour les garçons ! Voici comment la boutique, récemment ouverte à

Milan, de la marque américaine Abercrombie (célèbre pour ces mannequins relativement dénudés et au physique plutôt avantageux) fait marcher ses employés au pas. Le mail précise qu'il s'agit là « d'apprendre de ses erreurs ».

Source : quotidien *Il Corriere della Sera*, 7/03/12

<http://www.ilsalvagente.it/Sezione.jsp?titolo=Abercrombie%2C+il+fashion+store+dove+chi+sbaglia+fa+10+flessioni&idSezione=14926>

# Centre d'analyse stratégique

Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique. Il préfigure, à la demande du Premier ministre, les principales réformes gouvernementales. Il mène par ailleurs, de sa propre initiative, des études et analyses dans le cadre d'un programme de travail annuel. Il s'appuie sur un comité d'orientation qui comprend onze membres, dont deux députés et deux sénateurs et un membre du Conseil économique, social et environnemental. Il travaille en réseau avec les principaux conseils d'expertise et de concertation placés auprès du Premier ministre :

- le Conseil d'analyse économique,
- le Conseil d'analyse de la société,
- le Conseil d'orientation pour l'emploi,
- le Conseil d'orientation des retraites,
- le Haut Conseil à l'intégration.

**PLUS D'INFOS**

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

Contact Presse :  
Jean-Michel Roullé,  
Responsable de la Communication  
[jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr](mailto:jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr)  
Tel : +33 (0) 1 42 75 61 37  
Port. : 06 46 55 38 38

## PAYS



## RÉFÉRENTS

Catherine Collombet

Pierre-Yves Cusset

Virginie Gimbert

Marie-Pierre Hamel

Noémie Houard

Caroline Lensing-Hebben

Guillaume Malochet

Marie-Cécile Naves

Mathilde Reynaudi

Sarah Sauneron

Vanessa Wisnia-Weill

PANORAMA DES QUESTIONS SOCIALES

Retrouvez les dernières actualités du Centre d'analyse stratégique sur :

- Internet : [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)
- Facebook : [centredanalysestrategie](https://www.facebook.com/centredanalysestrategie)
- Twitter : [Strategie\\_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)

[www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)